



Perspectives chinoises

80 | novembre-décembre 2003
Varia

Ming K. Chan et Alvin Y. So édts., Crisis and Transformation in China's Hong Kong

Hong Kong, Hong Kong University Press, 2002, 399 p.

Yin-wah Chu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/221>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Yin-wah Chu, « Ming K. Chan et Alvin Y. So édts., Crisis and Transformation in China's Hong Kong », *Perspectives chinoises* [En ligne], 80 | novembre-décembre 2003, mis en ligne le 03 août 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/221>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Ming K. Chan et Alvin Y. So édés., Crisis and Transformation in China's Hong Kong

Hong Kong, Hong Kong University Press, 2002, 399 p.

Yin-wah Chu

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Séverine Bardon

- 1 La rétrocession de Hong Kong à la Chine continue de susciter l'attention. L'expérience politique d'« un pays, deux systèmes » concerne environ sept millions de personnes, et son résultat influencera une éventuelle unification de la Chine et de Taiwan. Sur le plan des recherches universitaires, l'expérience hong-kongaise fournit un terrain pour des études sur la gouvernance et la légitimité politique, sur le développement économique ou l'identité culturelle.
- 2 L'ouvrage dirigé par Ming K. Chan et Alvin Y. So fait partie des livres publiés ces dernières années sur la situation de Hong Kong depuis 1997. Il regroupe plusieurs essais solidement argumentés, dont la plupart ont été présentés à l'Université des Sciences et des Technologies de Hong Kong en décembre 2000. Les auteurs sont issus de diverses disciplines : économie, histoire, journalisme, droit, sciences politiques, sociologie et urbanisme.
- 3 La première partie du livre traite de questions économiques, la deuxième de la culture et des médias, et la troisième de thèmes politiques et institutionnels. Dans la première partie est soutenu que la Loi fondamentale et le cadre légal de Hong Kong ont limité les possibilités d'action du gouvernement sur le marché financier, modifiant les pratiques en matière de transparence, de fiscalité, ou d'utilisation des terres. L'approche légale de ces enjeux économiques est nouvelle, et les arguments sont prometteurs.

- 4 Les chapitres sur les questions culturelles dévoilent les exigences politiques et économiques des médias et des institutions d'éducation supérieure, les faux débats sur la politique linguistique et les solutions décevantes adoptées, ainsi que la tentative d'ébaucher, sous la pression, une nouvelle identité pour Hong Kong. Ces enjeux ont souvent été masqués par les débats politiques.
- 5 Enfin, les chapitres sur les questions politiques et institutionnelles analysent les élections, les réformes de l'administration avant et après 1997, le positionnement constitutionnel des principales institutions politico-légales, les réalignements au sein du camp démocratique, ainsi que l'émergence d'un système politique partisan.
- 6 Les contributions détaillent les tensions, les clivages qui traversent la société hong-kongaise, et analysent les crises diverses qu'a connues Hong Kong depuis 1997. Comparé à d'autres travaux similaires, tels que *Hong Kong in Transition*, dirigé par Robert Ash et al. (2003), *The First Tung Chee-hwa Administration*, dirigé par Lau Siu-kai (2002), et *Political Development in the HKSAR*, dirigé par Joseph Y. S. Cheng (2001), cet ouvrage ne traite que très peu des marchés financiers ou de l'intégration économique avec la Chine, et n'évoque pas du tout les politiques sociales et de santé. Cependant, il fournit de nombreux détails sur la politique, des analyses nuancées des enjeux culturels, et une nouvelle approche des questions économiques.
- 7 Les essais n'ont pas une perspective unifiée. Mais les éditeurs de l'ouvrage proposent une théorie provocante selon laquelle Hong Kong aurait traversé cinq crises, qui auraient été surmontées grâce à cinq transformations, et se dirigerait vers ce qu'ils appellent un « soft authoritarian developmentalism ». Hong Kong aurait connu depuis 1997 une crise démocratique, une crise constitutionnelle, une crise de gouvernance, une crise économique, et une crise de légitimité. Les divisions au sein du Parti démocratique et son affaiblissement ont limité la crise démocratique. La crise constitutionnelle a été résolue lorsque la Cour d'appel final a cessé de défendre l'autonomie de Hong Kong. La tentative du gouvernement d'introduire un système de responsabilité a aidé à maîtriser la crise de gouvernance ; sa conversion tardive au développementalisme constitue une réponse à la crise économique, tandis que son recours limité à la répression a contenu la crise de légitimité. Le résultat est une concentration des pouvoirs entre les mains du Chief Executive de la Région administrative spéciale.
- 8 Les efforts d'Alvin Y. So et Ming K. Chan pour présenter une vue panoramique de la situation de Hong Kong après 1997 sont louables. Il semble toutefois qu'ils aient surestimé la solidité de leur fameux concept de « soft authoritarian developmentalism », ainsi que les pouvoirs du Chief Executive. Tout d'abord, ils se sont étonnamment peu intéressés aux institutions politiques et légales. Tant que l'administration et les institutions légales demeureront intactes, elles continueront à limiter la marche vers l'autoritarisme. Ensuite, les cinq crises n'ont été surmontées que parce que les circonstances ont obligé toutes les parties au compromis. Si les circonstances avaient été différentes, ou si les acteurs avaient fait d'autres choix, le délicat équilibre aurait été rompu. En effet, des groupes sociaux et politiques ont émergé à Hong Kong et se sont organisés durant les vingt années qui ont suivi le début des négociations entre Chinois et Britanniques. Ainsi que l'explique Susanne Pepper dans sa contribution, les tentatives faites après 1997 pour multiplier les clivages politiques et affaiblir l'opposition ont également diminué la capacité des institutions politiques à articuler et à canaliser l'opinion publique. Les tensions ainsi créées ont engendré frustration et cynisme, mais aussi la manifestation du 1^{er} juillet 2003. Les crises n'ont pas été totalement résolues, et la société hong-kongaise

n'est pas encore entièrement entrée dans l'ère du « soft authoritarian developmentalism ».